



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 05 juin 2017

Humour présidentiel ? Tout un programme à combattre !

Jeudi dernier, lors d'une visite officielle en Bretagne, Macron a cru bon de plaisanter sur les kwassa-kwassa, ces embarcations traditionnelles à Mayotte : « *le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien* »... à l'heure où des milliers de réfugiés se noient en mer en essayant de rallier Mayotte ou les côtes de l'Europe sur des embarcations de fortune. À l'issue du second tour de la présidentielle, nous avons donc écopé de Macron pour cinq ans, mais le mépris et le racisme de ses propos n'ont rien à envier à la candidate du Front national... Qu'on ne s'y trompe pas : nous les salariés, et l'ensemble des classes populaires, sommes tous visés par son mépris, et les attaques qu'il prépare d'ores et déjà pour l'été.

Le mot d'ordre du gouvernement : « À l'attaque ! »

Le gouvernement se prépare à mener tambour battant une offensive à coups d'ordonnances devant être ratifiées dès septembre.

La loi El Khomri permet de prioriser les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail concernant la durée du travail. Il s'agit maintenant d'élargir ce fonctionnement privilégiant l'accord d'entreprise à tous les domaines. En ligne de mire, les salaires, qui, en cas d'accord local, pourraient être inférieurs à ceux prévus dans les conventions collectives. Macron veut également s'en prendre aux retraites, avec une uniformisation par le bas, et réintroduire certaines dispositions supprimées de la loi Travail, comme le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif. Il propose encore qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise pour faire passer un accord qui n'aurait la signature que de syndicats minoritaires – une création de la loi Travail, mais limitée à l'initiative des syndicats. Enfin, il a déjà annoncé une augmentation de la CSG de 1,7 point pour compenser une suppression des cotisations chômage et maladie : une TVA sociale nouvelle mouture qui pèserait en particulier sur les retraités.

Préparer la riposte contre ce gouvernement des patrons

Pour riposter, il ne faudra pas compter sur l'initiative des directions syndicales : Macron s'y entend pour les amadouer. Après avoir défilé dans le bureau de Macron, elles ont remis ça le 29 mai avec Édouard Philippe. Une simple invitation, et les voilà qui applaudissent au dialogue social, sans que le nouveau gouvernement ait pris aucun engagement... à part d'attaquer au plus vite les salariés !

C'est sur nos propres forces qu'il faudra compter. Face à toutes les suppressions d'emplois annoncées ici et là, il faut regrouper nos forces. Les salariés du sous-traitant automobile GM&S avaient fait parler d'eux en menaçant de faire sauter leur usine. Contrairement aux annonces du gouvernement, ils ne sont toujours pas sortis d'affaire et veulent reprendre l'initiative s'ils n'ont pas d'offre de reprise qu'ils jugent convenable. GM&S, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres : ce sont toutes ces colères qu'il faudrait fédérer.

La semaine dernière, d'autres travailleurs ont montré leur force ainsi que leurs conditions de travail catastrophiques : les conducteurs de camions transportant des matières dangereuses se sont mis en grève pour réclamer une « durée journalière de travail maximale de 10 heures » (contre 12 aujourd'hui), une « période de repos hebdomadaire de 45 heures », un « taux horaire minimal de 14 euros » (contre 9,79), un « suivi médical semestriel spécifique »... Autant de revendications qui ne représentent qu'un strict minimum pour leur santé et la sécurité.

Face à cette situation, c'est d'une véritable explosion sociale dont le pays a besoin. Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires : pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour ceux de Lutte ouvrière dans les autres.

En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.

Férié mieux de se méfier

Les semaines avec surcharge de travail s'enchaînent dans de nombreux services. Au moindre problème, il faudrait en plus rattraper le travail non fait, pour respecter leurs « jalons projet ». Sous prétexte de rattraper les jours perdus suite à la cyberattaque, des prestataires ont dû travailler le jeudi de l'Ascension et cela risque de se reproduire pour les prochains samedis.

Si notre boulot est aussi important pour la direction et qu'elle en réclame toujours plus, c'est la preuve de notre force potentielle : en faisant grève pour exiger des embauches et des augmentations de salaire, on a toutes les chances d'aboutir.

C'est fort de café !

Dans plusieurs bâtiments, des projets de réaménagements prévoient des « espaces-café » pour promouvoir la « convivialité » dans l'équipe. On n'a pourtant pas besoin de la direction pour décider où et avec qui on prendra un café pendant nos pauses. C'est sûr qu'elle n'aime pas nous voir circuler entre nos bâtiments et qu'une machine à café en face du bureau du chef, c'est plus « convivial »...

Ils veulent améliorer l'ambiance ? Nous on a quelques idées : un petit débrayage tous ensemble pour imposer des meilleures conditions de travail et alléger la pression qu'ils font peser sur nous.

Circulez, il n'y a rien à voir !

La direction Renault se vante sur l'intranet et dans la presse d'approfondir son partenariat avec la Fondation d'Ellen Mac Arthur qui prône « l'économie circulaire ». Ils prétendent favoriser ainsi le recyclage dès la conception des pièces pour « limiter la destruction des ressources ». Mais pour Renault, l'économie circulaire, c'est aussi d'acheter des injecteurs au Japon afin de les faire monter à Cléon sur un moteur envoyé en Corée pour être assemblé sur un véhicule qui sera finalement vendu en Europe de l'Ouest.

Vert ou pas, le capitalisme c'est l'économie au service du profit, pas de l'écologie...

Nous, on n'a pas d'immunité ouvrière...

Le nouveau gouvernement n'a pas grand-chose à nous vendre à part des déclarations de politiciens qui nous répètent : « *moraliser la politique, vous comprenez, c'est plus compliqué qu'il n'y paraît...* ».

Pourtant pour nous, les salariés, les choses sont plus simples : si on sort un outil ou une pièce du centre ou de l'usine, on se fait licencier.

Pour qu'il n'y ait plus « deux poids, deux mesures », il faut mettre en cause la domination de tous ces profiteurs : les politiciens qui font profiter la famille comme les grands patrons et les actionnaires qui fraudent le fisc.

À Malte, Renault s'assure des impôts optimaux

En quatre ans, Renault a « optimisé » 62 millions d'euros d'impôts en domiciliaant ses activités d'assurance à Malte. Grâce à un montage financier dans

ce petit paradis fiscal, les deux sociétés d'assurance de Renault ont fait en 2015 un profit de 86 millions d'euros... avec seulement 17 salariés !

Cet argent provient de notre travail ou du portemonnaie des clients, et les actionnaires usent de toutes les magouilles pour ne pas en perdre une miette et « optimiser » leurs bénéficiaires. Et ça vaut aussi pour PSA ou Auchan qui pratiquent les mêmes astuces fiscales.

Mais les riches et leurs politiciens n'hésitent jamais à dénoncer les soi-disant fonctionnaires fainéants, les chômeurs « fraudeurs » et des migrants « assistés ».

Les patrons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît !

Optimisation fiscale pour l'Étincelle

Faute de pouvoir s'installer à Malte ou piquer dans les caisses publiques, l'Étincelle a parfois besoin d'un petit coup de pouce. Le prochain numéro sera l'occasion d'une collecte pour soutenir sa parution !

Vague de ras-le-bol à PSA... en attendant Renault ?

À l'usine PSA Sochaux, jeudi dernier, 230 salariés ont débrayé pour protester contre les heures supplémentaires obligatoires et gratuites, contre les horaires rallongés et les pauses réduites. Quelques jours plus tôt, c'était à l'usine de Rennes que les ouvriers débrayaient. À Metz-Borny, la direction voulait tout simplement imposer le travail le lundi de Pentecôte payé comme un jour normal ! Rien qu'en commençant à s'organiser pour faire grève, les salariés de l'usine ont réussi à faire reculer leur direction qui s'est engagée à leur payer une majoration pour le lundi férié et les samedis obligatoires en juillet. Dans les usines comme partout, la charge de boulot explose. C'est l'occasion de faire entendre notre ras-le-bol et de passer à notre tour à l'offensive.

Les collègues de PSA commencent à s'y mettre et montrent qu'on peut faire peur à la direction.

Les coups tordus de Renault et PSA

Les salariés du fournisseur automobile GM&S à La Souterraine, menacé de fermeture, ont été encore trahis. Le 21 mai, un communiqué du ministère de l'économie annonçait que Bruno Le Maire avait obtenu que Renault et PSA augmentent leurs commandes pour sauver le site.

Ils avaient donc repris le travail et rangé les bonbonnes de gaz. Mais jeudi 31 mai, ils ont appris que cette promesse ne sera effective qu'en... 2018, alors qu'ils doivent trouver un repreneur avant le 30 juin 2017.

De quoi piquer un nouveau coup de colère...

Essonne : des candidatures anticapitalistes

Le NPA présente des candidats aux législatives dans la 1ère circonscription (Évry) : Stéphane Legruel (agent territorial) et Angélique Grosmaire (factrice), et dans la 7ème (Juvisy), Adrien Beyrand et Virginie Long (cheminots). Ils porteront le programme défendu par Philippe Poutou pendant l'élection présidentielle.

Pour faire entendre la voix du monde du travail et préparer la riposte votons pour les candidats du NPA !